



Le Matin Dimanche  
1001 Lausanne  
021/ 349 49 49  
www.lematin.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 113'868  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 7  
Fläche: 107'274 mm<sup>2</sup>

# «Les entreprises doivent s'impliquer plus si elles veulent éviter l'ingérence de l'État»

**Interview** À la tête du PLR depuis neuf mois, Petra Gössi veut y imprimer sa patte et que son parti soit mieux reconnu comme celui des PME, pour qui elle réclame plus de liberté mais aussi plus de responsabilité.



Du balcon de son bureau, Petra Gössi peut admirer le lac de Zurich. René Ruis

**Propos recueillis par**  
**Philippe Castella**

philippe.castella@lematindimanche.ch

**Vous voulez ôter l'étiquette de parti des riches qui colle au PLR. Comment?**

Pour moi, il est évident que le PLR est un parti populaire, mais il est possible qu'une certaine image soit encore ancrée dans la tête de



la population. En matière de politique économique par exemple, nous devons connaître les besoins des petites entreprises comme des grandes et y apporter des réponses. Il est important que le PLR puisse être plus fortement reconnu comme le parti des PME.

**C'était déjà l'ambition de votre prédécesseur Philipp Müller. N'était-il pas plus crédible comme petit entrepreneur que vous comme juriste dans votre bureau de Zurich?**

Non, car ce n'est pas la formation qu'on a suivie qui est décisive. Je viens de Schwytz, où prospèrent de petites entreprises. Mes parents y tiennent un commerce. J'ai grandi dans un environnement, où on faisait encore ses achats au village. Et je travaille dans le conseil aux entreprises, avec des mandats venant principalement de l'industrie. Il est important d'avoir une vue d'ensemble des besoins de l'économie.

**Et concrètement, qu'allez-vous faire pour les PME?**

Je crois que nous devons rediscuter des relations entre politique, société et économie. La Suisse est forte grâce à ses valeurs libérales. Mais elles sont très fortement menacées. Je pense en particulier aux discussions sur les travailleurs de plus de 50 ans, qui ont une très grande peur de perdre leur travail et de ne pas en retrouver. Il ne faut pas compter sur l'État pour produire là une solution libérale. Au contraire, il risque plutôt d'adopter une protection contre les licenciements et l'économie réagira en proposant aux aînés des contrats temporaires, ce qui ne rendra service à personne. C'est juste un exemple pour montrer ce qu'il se passe

lorsque les entreprises ne se comportent pas de manière responsable. Si l'économie s'implique plus, elle évite une ingérence de l'État. C'est pourquoi nous avons besoin d'une nouvelle entente entre la politique et les entreprises.

**Le PLR s'était planté il y a quelques années en lançant une initiative populaire contre la bureaucratie. Il n'avait même pas réussi à récolter le nombre de signatures nécessaire...**

Le PLR n'est vraisemblablement pas le parti le mieux prédestiné à la récolte de signatures. Mais

**«Nous sommes confrontés à la montée des courants conservateurs et c'est le rôle du PLR de porter haut le drapeau libéral»**

nous nous éloignons toujours plus d'un libre marché du travail, alors que c'est ce qui a fait le succès de la Suisse. C'est la raison pour laquelle les entreprises viennent s'y installer, ce qui permet aux start-up de se développer. La numérisation fait aussi peur à beaucoup, parce qu'elle va modifier les processus de travail. La politique ne doit pas chercher à la restreindre.

**Prônez-vous un retour au vieux modèle du patron paternaliste?**

De nombreux patrons font tout pour éviter de licencier du personnel lorsque surviennent les difficultés. Et lorsqu'on veut construire un État sur la responsabilité individuelle, cela vaut aussi pour les entrepreneurs. Il

leur appartient de se préoccuper de leurs employés. Le modèle de société libérale exige beaucoup des citoyens. Si je veux pouvoir vivre en toute liberté, je dois agir de manière responsable.

**N'est-ce pas là un vœu pieux? Les entreprises n'hésitent guère à aller piocher une main-d'œuvre bon marché à l'étranger.**

La discussion à ce sujet doit être menée de manière renforcée entre les milieux politiques et économiques. Chacun ne doit pas défendre uniquement ses intérêts, mais c'est ensemble qu'il faut mener ce combat.

**Moins de bureaucratie et une économie plus libérale: n'est-ce pas là les vieilles recettes de toujours au PLR?**

Ce sont clairement des principes libéraux de base, qui ne changeront jamais. Ce sont ces principes qui ont fait le succès de la Suisse. Je ne suis pas prête à renoncer à ces convictions. Nous sommes confrontés à la montée de courants conservateurs et c'est le rôle du PLR de porter haut le drapeau libéral.

**Et quelle est votre touche personnelle par rapport à vos prédécesseurs?**

Mon objectif n'est pas de réinventer la roue. Le PLR doit poursuivre sur la voie tracée. Fulvio Pelli a beaucoup travaillé sur les questions stratégiques. Philipp Müller a pu en profiter et traduire cela dans un langage compréhensible par tous, ce qui a ramené le parti sur la voie du succès. Mais il n'a rien changé à l'orientation de base et ce n'est pas non plus



Le Matin Dimanche  
1001 Lausanne  
021/ 349 49 49  
www.lematin.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 113'868  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 7  
Fläche: 107'274 mm<sup>2</sup>

mon rôle de le faire. Mon devoir, c'est de poursuivre sur cette voie du succès.

**Est-ce la méthode de Donald Trump que vous voulez amener à la Suisse en matière économique?**

Non, car la Suisse est une bien trop petite économie pour l'isoler par une politique protectionniste. Elle a toujours vécu de ses exportations. Le message

«America first» n'est pas applicable à la Suisse, qui doit plutôt chercher à développer les accords de libre-échange et les bilatérales. Ces dernières années ont été très difficiles pour notre économie. L'avantage, c'est que grâce aux restructurations, elle est désormais hautement compétitive sur le plan international.

**Vos impressions sur ses premiers pas comme**

**président des États-Unis?**

Je trouve problématique que le président des États-Unis veuille ouvertement construire une réalité fondée sur des «faits alternatifs». Ce sont des méthodes qu'on ne trouve normalement pas dans les démocraties. Mais cela a plus à voir avec son ego qu'avec sa politique. Il est encore trop tôt pour la juger mais il faut suivre de près l'évolution économique mondiale. ●

## «Je continue à prendre des cours de français»

**Comme présidente du PLR, vous avez l'occasion de beaucoup voyager à travers la Suisse.**

**Votre image du pays a-t-elle changé?**

Je commence à bien mieux connaître la Suisse. Je suis allé dans des endroits dont je ne pensais même pas qu'ils existaient. Il y a des différences régionales très importantes, et pas seulement entre les régions linguistiques. Si je vais dans un village de montagne un soir, je vais devoir m'exprimer différemment que le lendemain à Lausanne par exemple. C'est un beau défi.

**Vous vouliez continuer à travailler en dehors de la présidence et de votre mandat parlementaire. Y arrivez-vous vraiment?**

Quand je ne suis pas à Berne, je travaille dans mon bureau à Zurich, mais la plupart du temps pour la politique. Je suis reconnaissante à mon employeur de me le permettre. Je ne travaille plus qu'à 10% environ, contre plus de 60% avant.

**On a beaucoup vu vos homologues Albert Rösti (UDC) et Gerhard Pfister (PDC) depuis leur élection. Vous beaucoup moins...**

C'est peut-être le cas en Romandie, mais je ne crois pas qu'il en aille de même en Suisse allemande. Je reçois d'autres échos.

**Votre prédécesseur reste très présent. Il a pesé sur le débat sur l'immigration. Ne vous fait-il pas de l'ombre?**

Non, absolument pas. Philipp Müller est en charge du dossier dans la Commission des États. C'est peut-être même le meilleur connaisseur du dossier au Parlement. Je ne vais pas le lui retirer, car c'est notre action politique qui en pâtirait.

**Vous vous étiez engagée à faire de rapides progrès en français. Où en êtes-vous?**

C'est assez dur. Pour ce qui est de la conversation courante, ça va. Mais il m'est difficile de mener une discussion politique en français. D'autant plus que – c'est peut-être un travers de juriste – j'aime m'exprimer de manière précise. Mais je continue à prendre des cours de français et probablement encore ces quatre prochaines années.